

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la réglementation et des élections

**ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

*DCL / BREV / 2019 - 273 - 1*

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Société Foulon Sopagly SAS**  
**ZI SUD**  
**BP 2044**  
**71020 MÂCON**

**Unité de fabrication de jus de fruits**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 99-0400/2-2 du 16 février 1999, autorisant la société CSR PAMPRYL à exercer une activité de fabrication de jus de fruits, notamment son article 3.6 ;

**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 6 novembre 2003 au profit de la société Foulon Sopagly SAS ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Bourgogne du 10 juin 2015 à propos de l'inspection réalisée le 28 mai 2015 sur le site de Foulon Sopagly SAS à Mâcon ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé DRC/FS/OH 19\_927 du 4 septembre 2019, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 5 août 2019 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant formulées sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral n° 99-0400/2-2 du 16 février 1999 dispose que « l'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les puits, la circulation, les dispositifs d'épuration... et les points de rejets des eaux de toute origine », ci-dessus appelé « plan des réseaux » ;

**CONSIDÉRANT** que ce plan des réseaux n'était pas à jour au moment de l'inspection du 28 mai 2015, et qu'il n'était non plus à jour au moment de l'inspection du 5 août 2019 ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

La société Foulon Sopagly SAS est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur la commune de Mâcon (ZI Sud, 862 rue de la Grosne), de respecter les dispositions de l'article 3.6 de son arrêté préfectoral d'autorisation (arrêté du préfet de Saône-et-Loire n°99-0400/2-2 du 16 février 1999) en fournissant, sous un délai de 6 mois, une copie actualisée du plan des réseaux dont elle doit disposer en vertu de cet article.

Les délais susmentionnés courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

### ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 5 – EXÉCUTION – COPIE :

Le préfet de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de Mâcon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 30 SEP. 2019

PI  
Le préfet

*Le Sous-Prefet  
de Chalon-sur-Saône*

Jean-Jacques BOYER